

# Analyse d'une expérience de formation à distance d'enseignants universitaires de pays francophones du Sud : bilan et perspectives

Par Nassira HEDJERASSI  
Laboratoire des Sciences de l'Éducation  
Université Louis Pasteur, Strasbourg I (France)  
nassira.hedjerassi@lse-ulp.u-strasbg.fr

*Nous nous proposons dans cette communication de dégager les leçons et perspectives pour le développement durable d'une expérience conduite depuis 2000, qui a déjà formé une centaine de collègues universitaires des pays francophones du Sud. Il s'agit d'une formation de troisième cycle entièrement à distance, le DESS UTICEF, proposée par l'université Louis Pasteur de Strasbourg, conduite par un consortium d'universités du Nord et du Sud et financée par l'A.U.F. Ce dispositif vise à doter les formateurs des compétences à la fois à l'introduction des TIC dans leurs pratiques pédagogiques, et à la réalisation de dispositifs d'enseignement ou de formation à distance. Si l'analyse et le bilan que nous faisons de cette expérience incitent à faire du développement des compétences à l'Utilisation des Technologies de l'Information et de la Communication dans l'Enseignement et la Formation (Uticef) et à l'enseignement à distance des enseignants et formateurs des pays francophones du Sud une priorité, nous ferons toutefois ressortir les limites ou contraintes, et donc les conditions requises pour que de telles actions soient pleinement porteuses.*

## **Introduction**

Il relève presque du lieu commun de vanter les mérites de l'enseignement à distance, et de le poser comme la solution à nombre de difficultés auxquelles sont confrontés aujourd'hui les systèmes éducatifs, en particulier les universités. Face à l'augmentation des publics, à l'insuffisance de l'offre de formation, aux faibles capacités d'accueil et de suivi, aux disparités régionales, aux inégalités d'accès (géographiques, sociales ou économiques, sexuées, rencontrées par les handicapés, les minorités, etc.), aux besoins croissants d'une formation tout au long de la vie pour les salariés eux-mêmes, le recours aux technologies éducatives serait une réponse pour relever ces défis.

Parce qu'indéniablement, l'éducation et la formation sont le socle du développement des pays, elles doivent être la priorité, à la fois pour les autorités politiques nationales et pour les organisations internationales, dans leurs politiques d'aide et de soutien au développement des pays francophones du Sud.

C'est la piste de l'utilisation des technologies éducatives et de l'enseignement à distance comme réponse aux défis lancés par l'éducation et la formation dans les pays francophones du Sud, que je vais explorer et questionner à travers l'analyse d'une expérience initiée depuis maintenant presque quatre ans, qui a déployé un dispositif de formation entièrement à distance visant à doter les universitaires des pays francophones du Sud des compétences à l'utilisation des technologies éducatives dans leurs pratiques pédagogiques et à la réalisation de projets d'enseignement à distance (ead<sup>1</sup>).

### **1. Présentation du dispositif déployé**

Avant de procéder à l'analyse de l'expérience, je commencerai par présenter la formation et son environnement.

#### **a) Bref historique**

Initialement proposée en formation continue par l'Université Louis Pasteur de Strasbourg en 2000-2001 comme Diplôme d'Université (D.U.), tournée vers les Technologies de l'Information et de la Communication dans l'Enseignement (TICE), cette formation a été habilitée en 2001 comme DESS, c'est-à-dire comme

---

<sup>1</sup> C'est l'abréviation que j'utiliserai tout au long de ce texte.

diplôme national français de Troisième Cycle, spécialisé en Utilisation des Technologies de l'Information et de la Communication dans l'Enseignement et la Formation, Uticef<sup>2</sup>.

### **b) Un consortium**

Cette formation est portée par un consortium universitaire mixte (Nord et Sud), composé de l'Unité de Technologie Educative de l'Université de Mons, le Tecfa de l'Université de Genève, l'Institut Supérieur de Documentation de Tunis, l'Ecole Supérieure Polytechnique et l'Ecole Nationale Supérieure de Dakar.

Cette formation est soutenue par l'Agence Universitaire de la Francophonie (AUF) sous la forme de bourses, une trentaine est distribuée chaque année.

### **c) Le public**

Cette formation est proposée aussi bien à des apprenants d'Europe de l'Ouest que de pays francophones d'Afrique, d'Océan Indien, d'Asie du Sud-Est, des Caraïbes, d'Europe Centrale et Orientale.

Le public ciblé par cette formation est principalement celui des enseignants de l'enseignement supérieur, quelle que soit leur discipline.

### **d) Objectifs**

L'objectif est non pas former des spécialistes de conceptions multimédias ou des gestionnaires de dispositifs d'enseignement à distance, mais de doter les enseignants du Supérieur ou des responsables de formation des pays francophones du Sud des compétences nécessaires à l'introduction des technologies éducatives dans leurs pratiques pédagogiques, de favoriser ainsi leur introduction dans leurs établissements ou organismes de formation.

### **e) Environnement**

Cette formation est complètement à distance<sup>3</sup> principalement via la plate forme d'apprentissage collaboratif à distance, ACOLAD<sup>4</sup>, conçue par l'université Louis Pasteur. Acolad<sup>5</sup> est un environnement de travail analogique graphiquement avec un campus. Cette plate-forme est dotée d'outils de communication (chat, forum, messagerie directe, messagerie électronique intégrée), d'organisation (agenda, planning, etc.) et de partage (mise en commun de documents, perception et suivi des activités). Cette formation requiert une connexion de qualité à Internet.

### **f) Les choix pédagogiques**

La démarche pédagogique repose sur l'apprentissage collaboratif par résolution de situations-problèmes, la pédagogie par projet, un accompagnement tutoral à distance. Pour le projet individuel, cœur de la formation, l'apprenant est suivi par un tuteur-référent.

## **2. Bilan quantitatif et qualitatif**

Après cette rapide présentation du dispositif, je peux en venir à l'analyse de cette expérience, sur un plan quantitatif comme qualitatif.

### **a) Bilan chiffré**

Je commencerai par les effectifs, qui sont un bon indice d'un certain efficace de ce dispositif.

---

<sup>2</sup> Idem.

<sup>3</sup> Cf. <http://dessuticef.u-strasbg.fr>

<sup>4</sup> Une présentation de la plate-forme est proposée à l'adresse suivante : <http://acolad.u-strasbg.fr>.

<sup>5</sup> Pour la genèse et la présentation graphique de cette plate-forme, nous renvoyons à Faerber, R., « Une métaphore spatiale et des outils intégrés pour des apprentissages coopératifs à distance : Acolad », *Actes du colloque de l'JRES*, Lyon, 2001.

### Evolution des effectifs par promotion depuis 2000

Au total, 117 apprenants, 84 déjà diplômés et 33 en cours, des pays francophones d'Afrique, d'Océan Indien, d'Asie du Sud-Est, des Caraïbes, d'Europe Centrale et Orientale, auront été formés en quatre ans. C'est à la fois beaucoup - au regard de la situation de départ, à savoir la quasi-absence de personnes formées à l'Uticef ou à l'ead dans ces pays - et sans doute encore très insuffisant à l'échelle des pays, au regard des besoins en formation initiale et continue.

### Répartition par institutions

De manière cohérente avec les choix faits au départ dans le montage de cette formation, les apprenants sont majoritairement des enseignants du supérieur. Sont également représentés les personnels, salariés des campus numériques. Cette proportion est également cohérente avec la politique de l'AUF, qui dote ainsi de personnels compétents en TIC les campus numériques francophones qu'elle ouvre ou a ouverts.

### Répartition des effectifs par pays francophones du Sud

Fig. 1 : Répartition des diplômés par pays francophones du Sud (sept 2000 - janvier 2003)

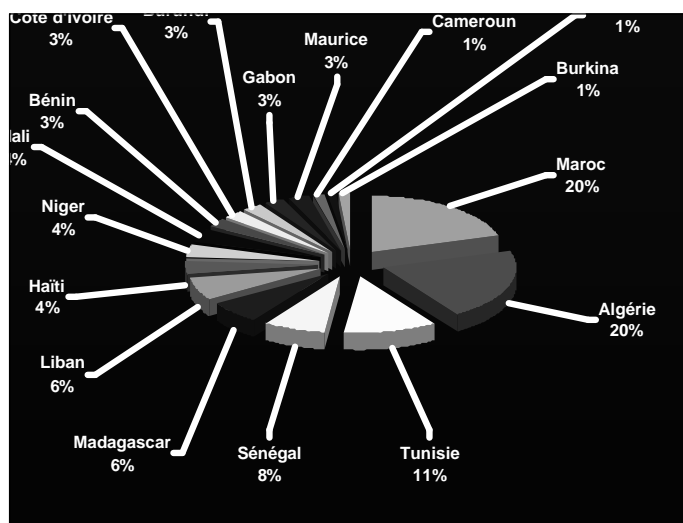
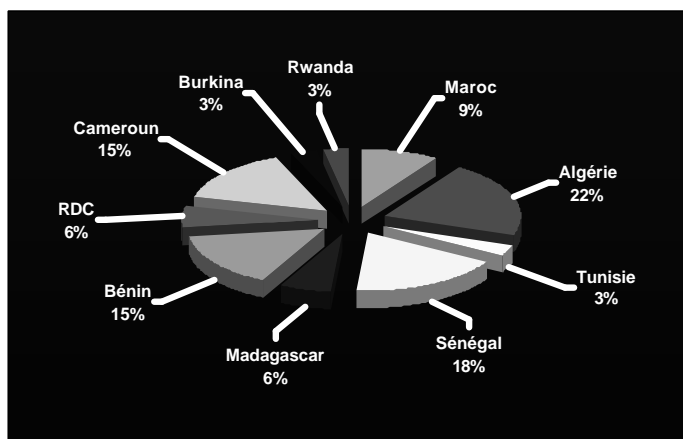


Fig 2 : Répartition par pays francophones du Sud pour les promotions actuelles (sept. 2003 et janvier 2004)

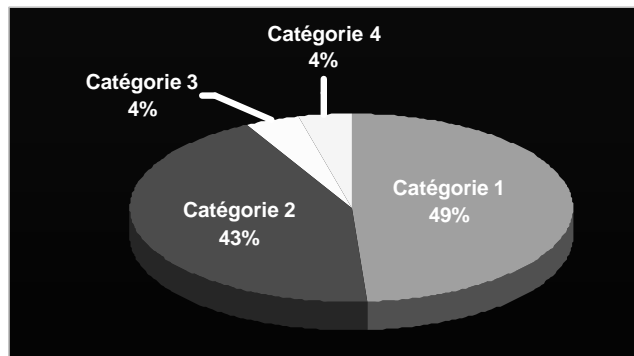


Une vingtaine de pays francophones du Sud a ainsi pu bénéficier de cette formation. On notera des répartitions contrastées entre les pays francophones du Sud qui traduisent les écarts entre eux dans le développement des conditions minimales d'utilisation des technologies éducatives et de dispositifs d'enseignement à distance - nous reviendrons sur ce point central.

### **b) Analyse des projets réalisés dans le cadre de la formation**

J'en viens au deuxième volet de cette analyse, l'aspect plus qualitatif. Il me semble intéressant dans un premier temps de procéder à l'examen des projets individuels que les apprenants ont à réaliser dans cette formation, projets qui en constituent le cœur puisqu'ils doivent concevoir, réaliser un projet d'Uticef ou d'enseignement ou formation à distance. Pour l'analyse, je ne procéderai qu'à l'examen des projets achevés, c'est-à-dire des promotions anciennes, ce qui représente un total de 83 projets réalisés par des apprenants des pays francophones du Sud.

Les projets se répartissent en 4 catégories, selon la distribution suivante :



#### ***Première catégorie : des projets disciplinaires en formation initiale***

On note que près de la moitié des projets individuels réalisés dans le cadre du DESS relève de la formation initiale, plus précisément de l'enseignement supérieur, consistant en la production et la mise en ligne de cours disciplinaires, inscrits dans un cursus diplômant existant.

#### ***Deuxième catégorie : des projets en formation continue***

Pour ce qui est de la formation continue, ces projets ciblent essentiellement trois types de publics :

- les enseignants (du primaire, du secondaire et du supérieur): certains de ces projets sont conçus pour les initier à l'utilisation des TIC dans leurs pratiques pédagogiques ; ce sont les projets visant ce public qui sont largement présents dans cette catégorie ;
- les bibliothécaires et documentalistes ;
- d'autres professionnels (médecins-praticiens, administrateurs réseau, etc.).

#### ***Troisième catégorie : des projets de mise sur pied de formations ad hoc***

De manière très marginale (4 %), certains projets proposent la mise en place de formations (diplômantes ou certifiantes) nouvelles. La rareté s'explique par la courte durée dont disposent les apprenants pour concevoir et réaliser leurs projets. Dans la mesure où la formation est menée de front avec la poursuite de l'activité professionnelle, les apprenants ne disposent pas des conditions suffisantes pour penser un projet de plus grande ampleur ; ils doivent se montrer pragmatiques et réalistes dans leurs propositions.

#### **Quatrième catégorie : autres**

On retrouve ici dans une proportion très faible (4%) des projets de nature très diverse - sites éducatifs, aide en ligne, utilisation d'outils, de logiciels, etc.

### **3. Devenir et déploiement des projets**

Dans la mesure où les projets étaient obligatoires dans la formation, l'intéressant est de savoir ce qu'ils sont devenus. Leur inscription dans la durée, voire leur pérennisation et amplification, sera un bon indicateur pour mesurer la portée de cette formation.

Les données sur lesquelles je m'appuie ici viennent d'un questionnaire administré par courrier électronique aux anciens. L'une des questions portait sur le devenir des projets réalisés dans le cadre de la formation. Elle était ainsi formulée : « L'avez-vous poursuivi ? déployé ? étendu (si oui, explicitiez en quoi) ? suspendu ? arrêté ? ». Cette question était complétée par une autre, portant sur d'autres réalisations, mettant en œuvre les compétences à l'Uticef ou à l'ead.

Au total, dans les réponses que nous avons eues, les cours mis en ligne dans le cadre de la formation sont à une large proportion encore utilisés ; ils sont même enrichis par d'autres.

Les projets de deuxième catégorie sont encore largement opérationnels. En revanche, les ambitieux projets de troisième catégorie ne sont pas encore tous déployés - faute de moyens, nous répondent beaucoup, de soutiens institutionnels, de structures d'appui.

Au bilan, la plupart ont pu expérimenter les compétences acquises, par la poursuite de leurs propres projets, et/ou par leur implication dans d'autres actions ou réalisations.

### **4. Retombées institutionnelles et scientifiques**

En nous appuyant sur diverses sources d'information (questionnaires, contacts, etc.), un point central ressort des bilans d'activités depuis la fin de la formation suivie : une forme de reconnaissance des compétences à l'Uticef et à l'ead, acquises grâce à la formation suivie.

C'est à différents niveaux - que je vais maintenant décliner - que cette reconnaissance joue.

#### **a) Au niveau local**

C'est d'abord au sein de leurs établissements que les formés ont vu reconnues leurs compétences. Il leur revient alors d'animer les cellules dévolues aux TIC ou à l'enseignement à distance, de monter des projets...

Cet ancien est devenu le spécialiste des TIC à l'ENS de Dakar, impliqué dans de nombreux projets de coopération. Cet autre s'est vu confier la responsabilité du centre de ressources multimédia de l'université d'Agadir. Cet autre encore a créé à Tunis une unité multimédia au sein de la faculté de médecine, qui dispense déjà une dizaine de cours. Selon le doyen de l'université de Niamey, disposer de deux personnes formées va permettre un « *renforcement des capacités locales dans le domaine des NTIC* », et plus précisément des « *capacités de l'Université dans les NTICS* ».

#### **b) Au niveau national**

Cette reconnaissance, pour des pays, dont le vivier d'experts était pratiquement inexistant, va largement au-delà des limites d'un établissement ou d'une institution. Un certain nombre des formés sont devenus les experts des Ticef et de l'ead sur le plan national. « *Je suis actuellement connu au ministère par « Monsieur Formation à distance et Pédagogie ». Une direction pour ça est en projet et je suis le mieux indiqué pour la diriger* », écrit l'un d'eux. A l'issue de sa formation, cet autre est devenu le Conseiller Tice au niveau du Ministère de l'Éducation. Cette autre est sollicitée pour intervenir sur l'ead et sur les Ticef au niveau national (Haïti) et dans la région d'Océan indien. Tel autre, reconnu et identifié comme « *spécialiste Uticef* », assure au Sénégal la coordination nationale du Pôle de réflexion et d'animation pédagogique.

### **c) A une échelle internationale**

Les formés sont également sollicités pour leurs compétences en Uticef et en Ead par des organisations internationales. Un tel est utilisé par l'A.U.F. comme expert du travail collaboratif à distance pour animer de nombreux ateliers de formation dans tout le Maghreb. A l'issue de la formation, l'un a été nommé Directeur du campus Numérique Francophone et l'autre Coordinateur de l'Université Virtuelle Africaine à Niamey. L'Université Virtuelle de Tunis a largement bénéficié des compétences des formés.

Un certain nombre d'entre eux sont par ailleurs inscrits dans des projets de coopération internationale, à différentes échelles. Signalons un projet d'ampleur en cours porté conjointement par des formés respectivement algériens et marocains, qui vise à localiser dans les contextes nationaux, algérien et marocain, notre dispositif de formation pour une meilleure appropriation. Ce premier projet est relayé par un autre de plus grande ampleur encore, qui permettrait la mise en place d'une formation de 3<sup>e</sup> cycle, codiplômante, visant à former à l'uticef et l'ead les enseignants et futurs enseignants.

### **d) Au niveau de la communication et des recherches**

Les formés, reconnus pour leurs compétences acquises par la formation reçue, communiquent sur les Ticef et l'enseignement à distance lors de Conférences ou de Colloques, à un niveau national et international.

Les derniers promotionnaires, qui viennent d'achever leur formation, sont à l'initiative du premier Séminaire Euro-Méditerranéen d'Approfondissement sur la FORMation A Distance (SEMAFORAD) qui s'est tenu à Paris le 28 mai 2004, et qui sera organisé en 2005 à Alger. L'objectif majeur de ce séminaire est de contribuer au développement de la formation à distance en Europe, dans les pays du pourtour méditerranéen ainsi qu'en Afrique.

Un autre axe important est celui du développement d'un vivier de chercheurs dont les recherches portent sur l'U/Ticef et l'enseignement à distance. Ainsi, une vingtaine parmi la centaine de formés, va s'inscrire dans un projet de recherche doctorale. C'est un réseau de chercheurs sur l'Uticef et l'ead qui va ainsi pouvoir se déployer dans les pays francophones du Sud.

Si je récapitule cet aspect, il apparaît très nettement que ce dispositif et cette formation de troisième cycle ont fait émerger des experts et des spécialistes reconnus de l'introduction des technologies éducatives dans les pratiques pédagogiques et du déploiement de dispositifs d'enseignement à distance.

## **5. Un premier bilan**

### **a) Des résultats positifs**

Si on procède à la synthèse des différents volets abordés, on peut qualifier de positifs les résultats de ce dispositif et de cette formation, et même de réussites pour plusieurs raisons :

- Ce dispositif a formé une masse non négligeable d'enseignants du Supérieur dotés des compétences à l'utilisation des TIC dans l'enseignement et la formation.
- Cette formation a fait émerger des projets originaux et porteurs. On peut donner l'exemple d'une formation diplômante à distance en Algérie, qui vient de démarrer, ou encore celui de modules d'agriculture biologique inscrits dans un projet universitaire euroméditerranéen.
- En cohérence avec le choix pédagogique du travail collaboratif, cette formation a permis la constitution de réseaux - ce qui est un point fort -, de partenariat (ex., le projet algéro-marocain, etc.), de consortium d'établissements Sud-Sud (ex., le projet d'une formation de troisième cycle codiplômante).
- Ce dispositif a accéléré l'usage des Tic dans l'enseignement supérieur dans ces pays francophones du Sud : l'atteste le nombre de projets qui ont développé des cours en ligne, lesquels continuent à être exploités.

- Autre point à mettre encore au crédit de ce dispositif entièrement à distance : il a permis de former des spécialistes et des experts sur place et de maintenir par-là même ces compétences dans les pays - ce qui est actuellement l'une des difficultés des pays francophones du Sud.

### **b) Quelques points faibles**

Ces résultats positifs ne doivent pas masquer les difficultés rencontrées et les défis à relever pour les apprenants des pays francophones du Sud. Parce qu'il s'agit d'un dispositif entièrement à distance, beaucoup repose sur les apprenants eux-mêmes. Ces derniers doivent composer avec les contraintes locales, qui peuvent peser lourdement au quotidien, et qui constituent des freins dans un dispositif comme le nôtre qui repose sur le principe du travail collaboratif. Si la composition mixte d'apprenants d'Europe de l'Ouest et d'apprenants des pays francophones du Sud, d'Europe centrale etc., est un atout dans les échanges, elle peut s'avérer un poids pour les uns et les autres dans le quotidien de la formation à mener, car les conditions et le contexte de travail ne sont pas les mêmes, sont même assez inégaux<sup>6</sup> : connexion plus lente, moins aisée, coupures d'électricité.

### **6. Quelles perspectives pour un développement durable de l'éducation par l'uticef et l'ead ?**

Il me reste à énoncer les conditions pour le développement et la pérennisation de l'utilisation des TIC dans l'enseignement et la formation dans les pays francophones du Sud.

Le point central, selon nous, est la formation des futurs enseignants et des enseignants (qu'il s'agisse de l'enseignement élémentaire, secondaire ou supérieur) pour amplifier et professionnaliser des actions de formation, comme des actions de production et de diffusion de contenus.

Les développements techniques sont indispensables pour assurer des services de qualité adaptés aux besoins.

Enfin, autre condition nodale, le financement doit être adapté à la nature des dépenses, pour permettre le développement et le fonctionnement efficace d'actions existantes et à venir.

Telles sont les voies, selon nous, à explorer, que je vais maintenant préciser.

### **a) La formation des personnels enseignants**

L'usage des TIC comme le développement de l'enseignement ou la formation à distance impliquent de nouvelles compétences dont les établissements des pays francophones du Sud sont encore loin de disposer. Il est donc urgent de renforcer, dès à présent, la formation des enseignants et futurs enseignants à l'utilisation des Ticef et des pédagogies associées, tant dans les Ecoles Normales Supérieures que dans les établissements.

Cette formation pourrait prendre appui sur la masse d'enseignants déjà formés via notre dispositif de formation. On peut envisager au moins trois pistes :

- l'augmentation du nombre de personnes formées par le DESS, avec une prise en charge non plus par l'A.U.F. seulement, mais par les pays eux-mêmes, comme l'a fait en 2003 l'Algérie, ou d'autres organismes internationaux - c'est la solution transitoire à adopter dans l'intervalle de mise en place de possibilités locales, voire régionales de formation ;
- la mise en place et l'animation par le vivier de spécialistes Uticef, i.d. ceux qui ont suivi le DESS, de sessions de formation, de plus ou moins longue durée en fonction de la visée des compétences à installer- initiation, approfondissement, expertise - selon le modèle développé par l'A.U.F. pour former à l'utilisation des technologies éducatives (les ateliers Transfer par exemple) ;

---

<sup>6</sup> Je renvoie sur ce point au témoignage de l'un de nos formés : Doyigbe, E., « Présentation du Dess-Uticef », in *L'usage des réseaux pour l'éducation en Afrique*, Actes des Rencontres Resafad, Paris, Unesco, 13-14 mai 2003, pp. 129-131.

- la mise en place de dispositifs locaux de formation des enseignants spécialisés en Uticef - qui toucheraient les régions et les sous-régions et qui seraient donc localisés - avec des contenus adaptés aux contextes régionaux.

### **b) Aspects techniques**

L'utilisation des TIC dans l'enseignement supérieur et l'offre d'enseignement ou de formation à distance supposent l'existence de réseaux informatiques régionaux efficaces reliant les étudiants et les enseignants à des serveurs informatiques.

Les enseignants doivent être dotés des outils nécessaires incluant une connexion de qualité à Internet à domicile. La même exigence s'impose pour les étudiants : les établissements devraient pouvoir leur offrir à tous une connexion depuis le campus, depuis les résidences universitaires, depuis leur domicile s'ils suivent des formations complètement à distance.

### **c) Aspects économiques et financiers**

Les moyens financiers mis en œuvre jusque-là sont sans doute faibles par rapport à l'effort à consentir. Or, pour la pérennisation, l'efficacité et la réussite de telles actions, il importe de mobiliser tous les acteurs qui peuvent contribuer au développement durable de l'enseignement et la formation à distance. De fait, il ne s'agit pas seulement de placer l'exploitation des TIC à des fins éducatives en tête des priorités, il faut aussi que ces priorités affichées dans les discours et les politiques nationales se traduisent concrètement par des plans d'actions et des crédits assortis à hauteur des objectifs.

Remarque terminale : La localisation des dispositifs et des formations, condition d'un développement durable de l'éducation et de la formation

Une masse critique de compétences à l'Uticef et à l'ead n'est pas encore atteinte pour de nombreux pays francophones du Sud. Dans la mesure où l'offre locale est marginale, voire inexistante, et surtout peu lisible dans la carte mondiale, il faudrait renforcer une dynamique de développement en visant une dissémination plus locale pour une meilleure appropriation. L'une des conditions de réussites et d'effets durables sur le développement de l'éducation et de la formation est donc la localisation des formations, l'association de formations à distance nationales, sous-régionales et régionales. De fait, la localisation des formations permettrait d'échapper à la situation de fragilisation induite par la dépendance à des apports extérieurs, et d'être en adéquation par les contenus proposés à un contexte et une réalité propre.

Notre dispositif a permis de développer -via le principe du travail collaboratif - le travail en réseau dans une optique de codéveloppement (objectif par ailleurs porté par l'AUF), qui devrait se prolonger par des actions co-construites, traduisant l'appropriation locale visée par ce dispositif, et la mise en place de cursus en ligne, débouchant sur des diplômes locaux ou des codiplômes interuniversitaires, liant des Universités du Sud entre elles, avec éventuellement des Universités partenaires du Nord.